



Ludvík Svoboda (président) et Alexander Dubček (chef du parti) — au centre de la photo — étaient les figures emblématiques du Printemps de Prague en 1968.

La continuité stérile de la politique étrangère occidentale

Le témoignage d'un général américain de 1968 révèle comment c'est le sabotage délibéré de l'Accord de Potsdam par Washington — et non l'agression soviétique — qui a divisé l'Europe et semé les germes des conflits actuels.

Andreas Mylaeus / René Zittlau

mer. 02 sept. 2026 20 min de lecture

Introduction

Alors que nous rassemblions des documents pour un nouveau projet, nous sommes tombés sur un article datant de 1968. Intitulé « L'occupation de la Tchécoslovaquie par les puissances du Pacte de Varsovie », il a été publié dans le numéro de novembre 1968 du magazine américain « The Churchman ».

L'auteur, [Hugh Bryan Hester \(1895–1983\)](#), a servi comme officier dans l'armée américaine pendant les deux guerres mondiales. En tant que responsable du Programme américain d'alimentation et d'agriculture pour l'Allemagne de 1945 à 1947, il a acquis une connaissance approfondie de la politique américaine à l'égard de l'Allemagne d'après-guerre. De 1947 à 1948, il occupa le poste d'attaché militaire américain en Australie.



Hugh B. Hester - Source : [Wikipédia](#)

Hester a pris sa retraite de l'armée américaine avec le grade de général de brigade en 1951. Il a ensuite étudié le droit et les relations internationales dans deux universités, sans toutefois obtenir de diplôme.

Ce parcours professionnel ne laisse pas nécessairement présager qu'il allait devenir un critique virulent de la politique étrangère américaine. Pourtant, Hester a tracé sa propre voie. Par exemple, en 1957, il a effectué de nombreux voyages à travers l'Union soviétique, a rencontré Nikita Khrouchtchev et s'est exprimé avec force en faveur de la paix et contre la guerre du Vietnam et la guerre froide.

Récit d'un témoin oculaire

Sur fond de guerre froide à son apogée, l'article décrit l'hypocrisie de la politique occidentale en prenant pour exemple les critiques occidentales à l'égard de l'invasion de la Tchécoslovaquie par le Pacte de Varsovie en août 1968. Hester critique cette invasion, mais la replace dans le contexte des politiques menées par les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest, dont la logique impliquait que cette invasion n'était en aucun cas « totalement infondée ».

Il qualifie clairement de « très dangereuse pour la paix mondiale » la comparaison — relayée à l'époque par la presse occidentale — avec l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1938-1939 par l'Allemagne nazie.

Hester retrace ensuite un large arc chronologique allant de 1945 à nos jours — c'est-à-dire jusqu'en 1968 —, en commençant par la violation délibérée de l'Accord de Potsdam. Le récit détaillé des conséquences logiques de cette destruction délibérée et ciblée de l'accord — et donc de la coalition antinazie — par les États-Unis et la Grande-Bretagne, tel que rédigé par un témoin américain, offre bien plus qu'un simple aperçu de cette période charnière de l'histoire allemande d'après-guerre. Hester décrit comment, avant même le 8 mai 1945, les États-Unis ont évacué par avion vers leur territoire des criminels de guerre utiles à leur cause, trahissant ainsi l'esprit de l'Accord de Potsdam avant même sa signature et rendant sa mise en œuvre impossible dès le départ.

Il ne laisse aucun doute quant à l'identité des responsables de la division de l'Allemagne — et donc de l'Europe — après la guerre :

« Il me semble qu'il est de la plus haute importance que les Américains ne cessent de se rappeler que le gouvernement soviétique n'a transformé sa zone d'occupation en un État allemand indépendant — à savoir la République démocratique allemande — qu'après que les trois puissances occidentales, menées par les États-Unis, eurent créé la « République fédérale d'Allemagne » ; que les Soviétiques n'ont mis en place les modestes forces armées de la RDA qu'après que les trois puissances occidentales eurent commencé à armer la RFA ; et qu'ils n'ont finalement organisé le Pacte de Varsovie qu'une fois l'OTAN déjà en place. »

À la lecture de ces lignes, on perçoit presque un lien intrinsèque entre les événements qui se sont succédé en Europe — depuis les événements d'après-guerre de 1945 décrits par Hester, en passant par les bouleversements de 1990, jusqu'à nos jours.

L'élargissement de l'OTAN vers l'Est, le conflit ukrainien depuis ses origines au début des années 1990 jusqu'à sa forme actuelle, la violation du Traité 2+4, les accords d'Istanbul de 1990 sur l'égalité en matière de sécurité, les accords de Minsk I et II, ainsi que le sabotage des accords d'Istanbul visant à mettre fin au conflit en Ukraine — tout cela apparaît, à la lumière d'un article datant de 1968, comme une constante d'une politique hégémonique occidentale qui bafoue la paix.

Alors que les principaux responsables politiques occidentaux d'aujourd'hui tentent d'imputer les causes des crises géopolitiques actuelles aux politiques agressives de la Russie, de l'Iran et d'autres États non occidentaux, un regard sur la vision du monde d'un officier américain de haut rang datant de 1968 offre une perspective étonnamment claire sur ceux qui ont menacé à maintes reprises la paix mondiale depuis 1945.

Une digression

L'article suivant a été réimprimé en 1968 dans la revue « [Neue Wege](#) » publiée par le [mouvement](#) du « socialisme religieux », le rendant ainsi accessible à un public européen germanophone. Leonhard Ragaz (né le 28 juillet 1868 ; décédé le 6 décembre 1945) et son épouse Clara Ragaz-Nadig (née le 30 mars 1874 ; décédée le 7 octobre 1957) étaient les cofondateurs de ce mouvement. Issus du mouvement ouvrier, ils ont lancé leur revue en 1906. Celle-ci prônait le « pacifisme radical » (terme attribué à la revue par Lénine — Œuvres complètes, vol. 21, Berlin 1960, p. 81 et suivantes) et l'antimilitarisme.



« Plus jamais la guerre » — À l'occasion du 60^e anniversaire de la naissance de Leonhard Ragaz

Lorsque le Parti socialiste suisse (PS), auquel ils avaient tous deux adhéré en 1913, abandonna en 1935 sa ligne résolument antimilitariste, ils démissionnèrent tous deux du parti pour cette raison.

Auparavant, le PS était convaincu – notamment à la lumière des expériences de 1917 à 1919, de la mobilisation de l'armée contre les manifestations ouvrières, de l'affaire Oberster et, enfin, du déploiement de troupes lors de la grève générale de 1918 – que l'armée n'était pas simplement un instrument neutre au service de l'ensemble du peuple. Le congrès du parti de 1917 avait donc adopté une ligne explicitement antimilitariste : rejet des crédits militaires et de la conscription, ainsi que soutien aux objecteurs de conscience. Une protection efficace de la Suisse ne pouvait résulter que d'un ordre de paix international.

Cependant, lorsque Hitler écrasa le Parti social-démocrate allemand en 1933 (une manœuvre qui suscita également une sympathie considérable au sein de la bourgeoisie suisse) et bien que la social-démocratie autrichienne eût perdu la lutte armée contre le régime austrofasciste, la social-démocratie suisse opta néanmoins pour la défense armée, dans l'espoir que le gouvernement suisse lui permette de survivre et qu'une « armée contrôlée démocratiquement » reste désormais « neutre » à l'intérieur du pays. Elle partait du principe que l'armée pouvait être « gagnée à la cause politique » ou « démocratisée », plutôt que de la laisser entre les mains des forces bourgeoises au pouvoir. L'armée devait servir, pour ainsi dire, une défense nationale antifasciste et démocratique.

Leonhard et Clara Ragaz étaient en désaccord fondamental avec cette position. Ils étaient convaincus que, surtout dans la lutte contre le fascisme, le socialisme ne devait pas succomber à la logique de la violence. Pour le dire encore plus crûment : un ordre social socialiste ne peut être défendu par des moyens militaires. Et pour être encore plus clair : une société ne peut être sauvée par des moyens violents qui détruisent l'esprit même de la société qu'on cherche à sauver. La force militaire reproduit en fin de compte la logique de la domination et de la violence. Ils l'avaient constaté à l'exemple des bolcheviks.

Plus le Parti social-démocrate suisse s'intégrait politiquement dans le travail du gouvernement suisse, plus son opposition à la force militaire s'affaiblissait. En d'autres termes : ceux à qui l'on permet de partager le pouvoir veulent également être autorisés à recourir à des moyens militaires pour maintenir ce pouvoir.

Leonhard et Clara Ragaz avaient prévu que la vision initiale du PS — à savoir que l'armée n'était pas simplement un instrument neutre de l'ensemble du peuple, et que les détenteurs du pouvoir, d'une part, et le peuple, d'autre part, sont deux entités fondamentalement différentes — disparaîtrait.

Même si l'on ne souscrit pas personnellement aux idées résolument non violentes et antimilitaristes de la revue *Neue Wege*, il serait néanmoins utile de se pencher plus en détail sur ces idées plutôt que de les balayer d'un revers de main « à la légère », comme le font malheureusement même les esprits critiques lorsqu'ils parlent avec dédain de « rêveurs pacifistes ».

Après cette digression, nous nous tournons à présent vers l'article original de 1968 (le texte original en anglais n'étant pas disponible, cette traduction est tirée de la version allemande, publiée dans « *Neue Wege* ») :

L'occupation de la Tchécoslovaquie par les puissances du Pacte de Varsovie

Introduction éditoriale de la revue du Mouvement Ragaz « Neue Wege » :

À notre avis, quiconque souhaite se forger un jugement équilibré sur l'occupation de la Tchécoslovaquie ne devrait pas négliger les réflexions du général Hester. Hugh B. Hester a dirigé le Programme alimentaire et agricole américain dans la zone d'occupation américaine en Allemagne de 1945 à 1947. À ce titre, il a acquis une connaissance approfondie des coulisses de la politique allemande d'après-guerre comme peu d'autres. Il a également pu étudier avec la même lucidité les effets sur l'Allemagne du changement de cap de la politique étrangère américaine, survenu à la mort de Roosevelt. Il démontre essentiellement que, compte tenu de la réaction en Allemagne et dans toute la presse occidentale, les puissances du Pacte de Varsovie avaient des raisons d'avoir peur.

Par Hugh B. Hester

L'administration Johnson et les médias occidentaux — en particulier ceux des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest — ont tenté de convaincre le monde que l'occupation de la Tchécoslovaquie était totalement injustifiée et sans précédent. Aucune de ces affirmations n'est vraie. La cause immédiate des tensions entre les puissances du Pacte de Varsovie fut le changement de direction intervenu en janvier en République socialiste tchécoslovaque. La réaction officielle immédiate et celle des médias furent marquées par un enthousiasme sans réserve. Les nouveaux dirigeants politiques de la République socialiste tchécoslovaque qualifièrent ce changement de « petite libération ».

D'un autre côté, les vives critiques tchèques à l'égard de l'Union soviétique — ainsi que son projet de normalisation des relations, y compris diplomatiques, avec l'Allemagne de l'Ouest nazie et revancharde — ont suscité la méfiance et la crainte parmi les puissances du Pacte de Varsovie. Cela vaut en particulier pour la République démocratique allemande, qui, de son propre aveu, cherche à s'emparer de l'Allemagne de l'Ouest, et pour la Pologne, étant donné que le gouvernement ouest-allemand continue de refuser de reconnaître la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne.

Pour rappel, la ligne officielle de la propagande occidentale était que la liberté n'était tout simplement pas possible au sein du système socialiste. Pourquoi, alors, y a-t-il eu un tel tollé hystérique dans les médias, si ce n'était pas là le résultat escompté ? Tout ce que la presse occidentale — et même les journalistes de premier plan — a pu se résoudre à écrire, c'était le « viol » de la Tchécoslovaquie ou des accusations selon lesquelles les États socialistes ne pouvaient même pas tolérer une « petite mesure de libération ». Personne n'a saisi l'occasion de mettre en parallèle l'action malavisée de l'Union soviétique avec l'occupation américaine de la petite République dominicaine (1965), ainsi que sa justification intéressante, selon laquelle « une prise de pouvoir communiste dans cette république mettrait en danger la sécurité des puissants États-Unis ». Il n'a pas non plus été fait mention du discours d'un ancien président du Conseil de la Réserve fédérale, Marriner S. Eccles, qui, s'adressant à 700 chefs d'entreprise à Washington (le 27 septembre 1967), a tenu l'administration Johnson pour responsable de la mort atroce, par le feu, d'un million d'enfants vietnamiens.

Cette comparaison n'a en aucun cas pour but de justifier l'occupation de la Tchécoslovaquie ni la mort d'un seul Tchèque. Rien ne pourrait être plus éloigné de mon intention. Je condamne l'injustice et la violence partout où celle-ci peut être évitée. Cependant, présenter l'occupation de la Tchécoslovaquie comme un événement absolument unique dans notre système d'États-nations et l'assimiler à l'annexion de la Tchécoslovaquie par Hitler en 1938–1939 est non seulement erroné, mais aussi très dangereux pour la paix mondiale. Comme chacun sait, la première victime de la guerre froide ou de la guerre chaude, c'est la vérité. Et si l'on laisse les médias « libres » et les « faucons de guerre » (war hawks) dépeindre ainsi l'adversaire comme un monstre, alors même Dieu lui-même ne pourra nous sauver de l'abîme d'une Troisième Guerre mondiale. Cela est particulièrement répugnant lorsque des membres haut placés du clergé se joignent à ce concert de critiques, proclamant la plus haute vertu de notre côté et une dépravation indescriptible de la part de l'adversaire. Les Américains, forts de l'expérience de l'ère Joseph McCarthy des années 1950, devraient reconnaître ce danger.

Mais spéculer sur les causes immédiates de la crise actuelle ne suffit pas. Même les petites nations prennent très rarement des mesures qui affectent les relations internationales sans raison valable. Lorsqu'une grande puissance décide d'une action telle que l'occupation de la Tchécoslovaquie, il ne faut pas ignorer le contexte historique. Sur ce point, les médias occidentaux ont clairement échoué.

L'objectif de la Seconde Guerre mondiale, tel qu'officiellement déclaré par les États-Unis, était de mettre fin au nazisme en Europe. Cependant, en ce qui concernait l'Union soviétique, la Seconde Guerre mondiale était une lutte pour la survie nationale. Cette différence de sens ne doit pas être négligée.

Aujourd'hui, les cercles dirigeants aux États-Unis estiment pouvoir coexister sans problème avec le nazisme européen — ils le favorisent même par l'intermédiaire de leur principal allié en Europe : l'Allemagne nazie. Les Soviétiques et leurs alliés, en revanche, s'en sentent menacés. L'accord de Potsdam de juillet 1945 visait la démilitarisation, la dissolution des cartels, l'éradication du nazisme et la démocratisation de l'Allemagne. Une fois ces mesures mises en œuvre, les deux parties de l'Allemagne devaient être réunifiées. Les Soviétiques ont défendu ces mesures et cherché à les faire respecter — non pas par pureté de motifs — mais parce que la mise en œuvre de ces décisions aurait garanti leur sécurité face à une Allemagne potentiellement revancharde. Les conseillers du président Truman — des personnalités telles que James Forrestal, John Foster Dulles et le faucon impérialiste Winston Churchill, ainsi que les indomptables Averill Harriman et Dean Acheson — n'ont jamais eu l'intention de respecter l'Accord de Potsdam.

Lorsque je suis arrivé à Berlin en septembre 1945 pour prendre mes fonctions, les chefs militaires (américains) avaient déjà convenu de réhabiliter l'Allemagne nazie pour en faire un rempart contre l'Union soviétique. Avant même que je ne quitte l'Allemagne en novembre 1947, il était déjà question, dans les milieux militaires, de chasser les Soviétiques non seulement d'Allemagne, mais aussi d'Europe de l'Est. Avant même la signature de l'armistice le 8 mai 1945, le chef des services de renseignement d'Hitler, le général Gehlen du front de l'Est, avait été transporté par avion à Washington, accompagné de certains de ses principaux collaborateurs et des documents nécessaires. Quelques mois plus tard, lui et son équipe étaient de retour à Berlin, travaillant pour le gouvernement américain. Il avait pour instruction d'organiser des opérations d'espionnage et de sabotage dans la zone soviétique (RDA) de l'Allemagne. Après plusieurs années au service des États-Unis, il fut engagé par le gouvernement ouest-allemand avec les mêmes responsabilités (ce sont les activités de marché noir, l'espionnage et le sabotage à Berlin-Ouest qui ont finalement contraint la RDA à construire le mur de Berlin, également connu sous le nom de « mur de la honte »).

C'est l'administration Truman, et non le gouvernement soviétique, qui a divisé l'Allemagne. John Foster Dulles (alors secrétaire d'État américain) a déclaré à la presse étrangère à Paris (le 24 janvier 1949) : « La situation à Berlin pourrait être résolue à tout moment. Cependant, la situation actuelle est plus favorable aux États-Unis — pour des raisons de propagande. »

Il a ensuite ajouté : « Si nous résolvons la situation à Berlin, nous aurons affaire à une Allemagne unifiée. Nous devrions alors nous attendre immédiatement à une proposition russe visant le retrait de toutes les forces d'occupation et la restitution de l'Allemagne aux Allemands. »

Il me semble qu'il est de la plus haute importance que les Américains gardent à l'esprit que le gouvernement soviétique n'a transformé sa zone d'occupation en un État allemand indépendant — à savoir la République démocratique allemande — qu'après que les trois puissances occidentales, menées par les États-Unis, eurent créé la « République fédérale d'Allemagne » ; que les Soviétiques n'ont établi de petites forces militaires en RDA qu'après que les trois puissances occidentales eurent commencé à armer la RFA ; et qu'ils n'ont finalement organisé le Pacte de Varsovie qu'une fois l'OTAN déjà en place.

Le gouvernement de l'Union soviétique n'était pas seulement opposé à la division de Berlin et de l'Allemagne, mais aussi à la division de l'Europe en deux camps hostiles. Les recherches montreront que, pendant très longtemps, il a insisté sur la réunification d'une Allemagne démilitarisée et neutre, ainsi que sur l'abolition ou la fusion des deux alliances, l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Les autres membres du Pacte de Varsovie ont eux aussi réclamé à maintes reprises une Allemagne désarmée, neutre et unifiée, ainsi que la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse entre la Pologne et l'Allemagne, telle qu'établie à Yalta ; pendant des années, ils ont également réclamé la création d'une zone exempte d'armes nucléaires s'étendant à travers l'Europe et englobant l'ensemble de l'Allemagne, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Selon les termes de John Foster Dulles, figure marquante de la fin de la Guerre froide, rejeter ces revendications servait toutefois les intérêts américains — pour des raisons de propagande.

George F. Kennan, éminent ancien fonctionnaire du Département d'État américain et conseiller pour les affaires allemandes, écrivait dans le numéro du 19 novembre 1963 du magazine LOOK qu'il s'opposait au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest et affirmait qu'un tel réarmement rendrait difficile, voire impossible, une véritable coopération avec l'Union soviétique. Cependant, dans une récente interview accordée à la presse (communiqué de l'Associated Press du 21 septembre 1968) au sujet de la crise tchécoslovaque, il a recommandé d'augmenter de 100 000 hommes les effectifs des 250 000 soldats américains déjà stationnés en Allemagne. Ce « diplomate-érudit », comme

le décrit l'Associated Press, semble être revenu à ses opinions de théoricien occidental de la Guerre froide, lui qui avait publié dans le numéro de juillet 1947 de Foreign Affairs — sous le pseudonyme de « M. X » — la thèse selon laquelle « des forces militaires écrasantes doivent être déployées contre l'Union soviétique en chaque point de ses frontières ». Il est tragique qu'un homme politique aussi influent que M. Kennan ne puisse rien faire de mieux, dans la crise actuelle, que d'attiser les flammes de la Guerre froide.

Il ne fait pas le moindre doute que les partisans nazis encore présents en Allemagne de l'Ouest souhaitent récupérer les territoires perdus pendant la Seconde Guerre mondiale. Certains indices laissent même penser qu'ils comptent parmi ces pertes ce qui a été perdu dès la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, des millions d'anciens habitants de la Prusse orientale, de la Pologne occidentale et des Sudètes vivent en Allemagne de l'Ouest et réclament le droit de retourner sur leurs anciennes terres natales. J'ai discuté avec des dizaines de leurs représentants.

Un autre fait important dont très peu d'Américains ont conscience est la relation étroite entre la « Croisade pour la liberté », « Radio Free Europe » et la cinquième colonne allemande, qui œuvre à rétablir les frontières de 1939. J'ai eu l'occasion de découvrir ces liens de manière très révélatrice lorsque j'occupais le poste de directeur des programmes radio de la « Croisade pour la paix » dans le sud de la Pennsylvanie en 1951. Toutes ces émissions visaient à saper l'influence socialiste en Europe de l'Est. Radio Free Europe, sous la direction de la CIA (Central Intelligence Agency : agence de renseignement américaine), a été fortement impliquée dans le soulèvement hongrois de 1956.

Compte tenu de ce contexte politique, il n'est guère surprenant que cinq des puissances du Pacte de Varsovie aient estimé qu'il existait un plan visant à menacer la République socialiste tchécoslovaque et, par extension, leur propre sécurité. Si de tels plans existaient, l'occupation a été menée dans leur intérêt et ne constituait pas un acte de trahison, comme l'affirmait la propagande occidentale. Quoiqu'il en soit, il est apparu clairement à quel point la « paix » en Europe est précaire.

J'ai souligné à maintes reprises qu'une paix véritable en Europe est impossible tant que l'Allemagne de l'Ouest n'aura pas reconnu sa défaite lors de la Seconde Guerre mondiale et renoncé à toutes ses revendications territoriales à l'encontre de ses voisins, y compris la RDA. L'une des plus grandes erreurs qui caractérisent l'administration Truman fut son incapacité à mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de Potsdam. S'il y avait eu une Allemagne unifiée, libre de tout cartel — une Allemagne neutralisée et démilitarisée, et qui, selon le point de vue russe, aurait pu être réunifiée —, la paix régnerait aujourd'hui en Europe.

Cependant, si l'Allemagne de l'Ouest continue, comme elle le fait actuellement, à saper l'Europe de l'Est — et si elle est soutenue dans cette entreprise par les États-Unis, comme c'est le cas aujourd'hui —, une guerre majeure en Europe sera inévitable, et le gouvernement américain ainsi que le peuple américain porteront la responsabilité principale de cette catastrophe mondiale.

L'Union soviétique ne peut pas et ne veut pas renoncer à la ceinture de sécurité que représente pour elle le Pacte de Varsovie tant qu'un accord n'aura pas été signé par tous les membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, garantissant les frontières actuelles des pays d'Europe de l'Est. Il ne s'agit pas simplement d'une théorie, mais d'un fait que l'on ne peut ignorer qu'au péril de nous tous.

La conclusion d'un tel accord devrait constituer l'un des premiers objectifs de la prochaine administration américaine. Outre la garantie des frontières nationales actuelles en Europe, cet accord devrait également normaliser les relations diplomatiques, politiques et économiques entre tous les États européens.

Il est non seulement absurde, mais aussi très dangereux que les États-Unis et leurs « alliés » de l'OTAN refusent de reconnaître la RDA. Depuis un siècle maintenant, la République démocratique allemande est le premier gouvernement allemand à rechercher la paix avec ses voisins. De plus, elle est actuellement la cinquième plus grande nation industrialisée d'Europe et la dixième au monde, même si elle n'occupe que la 27e place en termes de population.

J'ai beaucoup voyagé à travers la RDA. C'est ici, en RDA — et non en Allemagne de l'Ouest — que le miracle économique s'est produit depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est ici que les graines des plus belles qualités du peuple allemand ont été semées. Si on lui permet de se développer en paix, je suis convaincu que l'une des récoltes les plus riches et les plus belles du progrès humain mûrira ici.

Extrait de «The Churchman» (novembre 1968)

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Hester, Hugh B. L'OTAN Analyse Tchécoslovaquie Pacte de Varsovie